



COMMISSION  
DES  
AFFAIRES EUROPÉENNES

Paris, le 19 décembre 2019

**LE PRÉSIDENT**

2019\_178

Madame la Présidente,

Au cours de sa réunion du 18 décembre 2019, la commission des affaires européennes, sur le rapport de ma collègue Véronique Guillotin, a adopté un avis politique sur les enfants privés de tout lien avec leur parent européen à la suite d'un enlèvement commis par leur parent japonais.

Ce sujet, qui plonge dans le désarroi plusieurs parents citoyens européens, illustre les difficultés auxquelles ils sont confrontés pour exercer leurs droits parentaux au Japon.

Si la commission des affaires européennes est naturellement attachée au respect des traditions juridiques et culturelles nippones, elle a aussi exprimé le souhait de voir mieux prises en compte les obligations conventionnelles des États parties à la convention de la Haye du 25 octobre 1980. Elle a pris bonne note des dernières évolutions du droit de la famille japonais, ainsi que de la volonté des autorités de l'Archipel de procéder à un échange de bonnes pratiques avec les États membres de l'Union européenne, dans un souci de rapprochement, le cas échéant, des droits européen et japonais.

Enfin, la commission des affaires européennes considère qu'inscrire cette question à l'ordre du jour de la prochaine réunion du comité mixte institué par l'accord de partenariat stratégique Union européenne-Japon de juillet 2018 ne pourrait que faire avancer le traitement des dossiers, de manière à trouver des solutions acceptables pour tous.

Tel est l'objet de l'avis politique, joint à la présente, que j'ai le plaisir de vous adresser au titre du dialogue politique avec la Commission européenne.

Je vous prie, Madame la Présidente, d'agréer l'expression de mes respectueux hommages.

Jean BIZET

Madame Ursula VON DER LEYEN  
Présidente de la Commission européenne  
Rue de la Loi  
1049 Bruxelles  
BELGIQUE

## **AVIS POLITIQUE**

### **sur les enfants privés de tout lien avec leur parent européen à la suite d'un enlèvement commis par leur parent japonais**

Vu l'article 3, paragraphe 3 du traité sur l'Union européenne,

Vu l'article 24 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne,

Vu la convention sur les relations consulaires, conclue à Vienne, le 24 avril 1963,

Vu la convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, conclue à La Haye, le 25 octobre 1980,

Vu la convention relative aux droits de l'enfant, conclue à New York, le 20 novembre 1989,

Vu le règlement (CE) n° 2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (CE) n° 1347/2000,

Vu la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions du 15 février 2011 intitulée « Programme de l'Union européenne en matière de droits de l'enfant », COM (2011) 60 final,

Vu l'avis 1/13 de la Cour de justice de l'Union européenne du 14 octobre 2014,

Vu l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Japon, d'autre part, signé à Tokyo, le 17 juillet 2018,

Vu le discours du Président de la République du 26 juin 2019 à Tokyo,

Vu la résolution du Sénat n° 52 (2010-2011) du 25 janvier 2011 tendant à permettre au parent français d'enfants franco-japonais de maintenir le lien familial en cas de séparation ou de divorce,

La commission des affaires européennes du Sénat :

Affirme sa volonté de voir émerger rapidement une solution acceptable pour tous, respectueuse de l'intérêt supérieur des enfants issus de couples euro-japonais et garantissant le maintien des liens entre ces enfants et chacun de leurs parents ;

Souhaite que soit réalisé un recensement exhaustif des cas d'enfants euro-japonais privés de tout contact avec leur parent non japonais et que soit évaluée la mise en œuvre de la convention de La Haye par le Japon, en lien avec le bureau permanent de la conférence de La Haye de droit international privé ;

Exprime sa vive préoccupation quant au défaut d'exécution d'ordonnances de retour et de décisions relatives au droit de visite prises en application de la convention de La Haye ;

Note avec intérêt que le parlement japonais a récemment modifié la loi relative à l'exécution des décisions en matière civile dans un sens favorable, mais s'interroge sur l'effectivité de cette nouvelle loi qui n'entrera pas en vigueur avant le 1<sup>er</sup> avril 2020, dès lors que celle-ci ne prévoit ni la suppression du principe de « continuité » ni l'instauration du partage de l'autorité parentale et de la garde alternée, et que le parent gardant l'enfant pourrait s'opposer à l'exécution forcée d'une décision du juge civil prévoyant le transfert de la garde de l'enfant ;

Se félicite que les autorités japonaises souhaitent échanger des bonnes pratiques et des connaissances avec les États membres de l'Union européenne ; forme le vœu que cet échange puisse rapidement se concrétiser et aboutisse, le cas échéant, à une évolution du droit japonais ;

Demande que la question des enfants euro-japonais au centre d'un conflit parental soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion du comité mixte institué par l'accord de partenariat stratégique Union européenne-Japon ;

Souhaite que les États membres soient encouragés, d'une part, à renforcer les mesures nationales visant à prévenir l'enlèvement des enfants euro-japonais résidant sur le territoire de l'Union, et, d'autre part, à veiller à ce que les jugements de divorce rendus par les juridictions européennes ne soient pas, dans certains cas, privés d'effet au Japon en application de la législation japonaise relative aux litiges liés au statut personnel ;

Demande que le programme de l'Union européenne en matière de droits de l'enfant comprenne un volet consacré à l'enlèvement international d'enfants, assorti d'une liste de mesures concrètes devant être mises en œuvre par l'Union européenne dans le cadre de son action extérieure ;

Souhaite l'établissement d'une liste européenne des pays qui ne se conforment pas aux obligations qui leur incombent en vertu de la convention de La Haye ;

Recommande d'améliorer la sensibilisation des magistrats nationaux aux problématiques liées à l'enlèvement international d'enfants ;

Suggère d'axer le prochain forum européen sur les droits de l'enfant sur le thème de l'enlèvement international d'enfants ;

Souligne la nécessité d'améliorer l'accès des ressortissants européens et japonais à une information claire, transparente et objective en matière de droit de la famille.